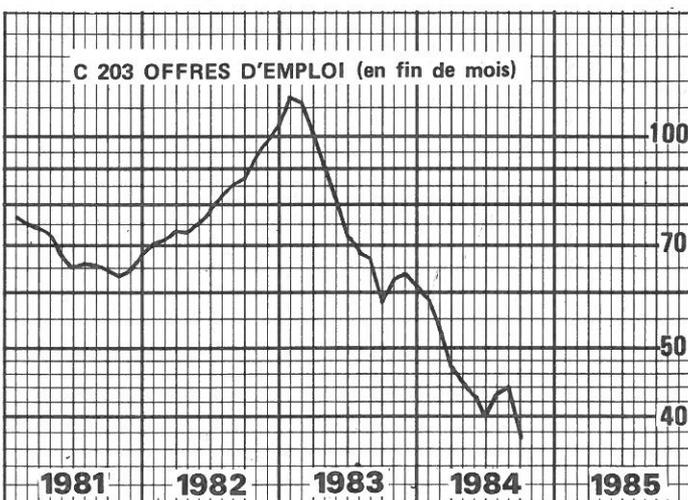
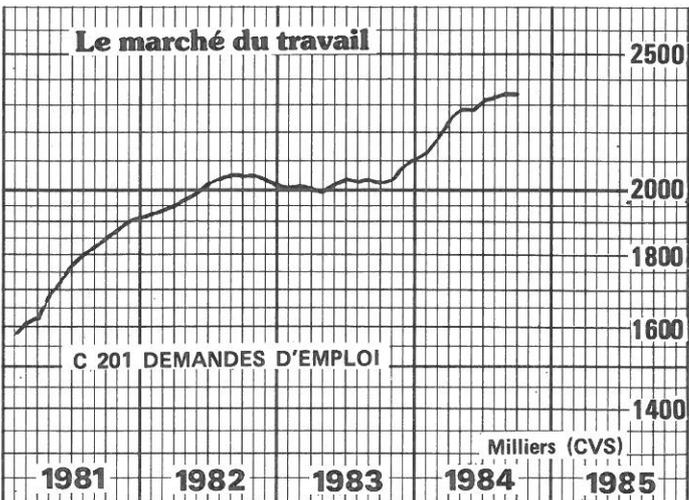
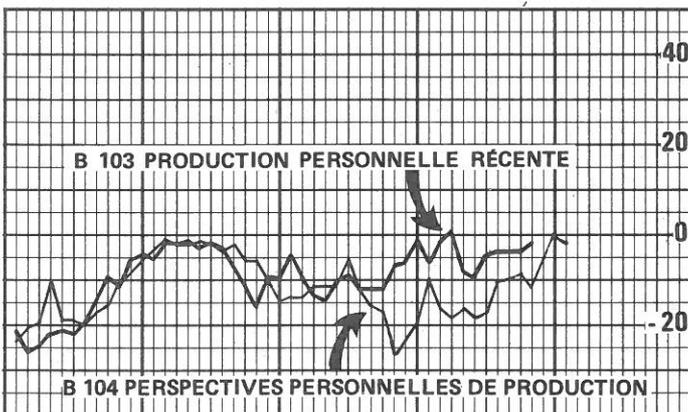
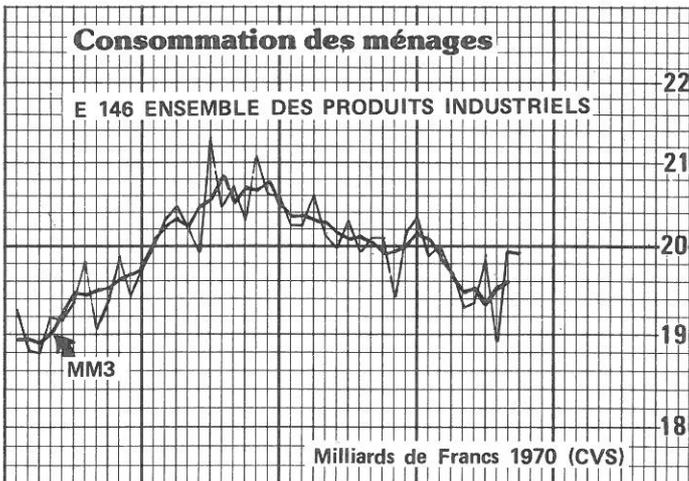
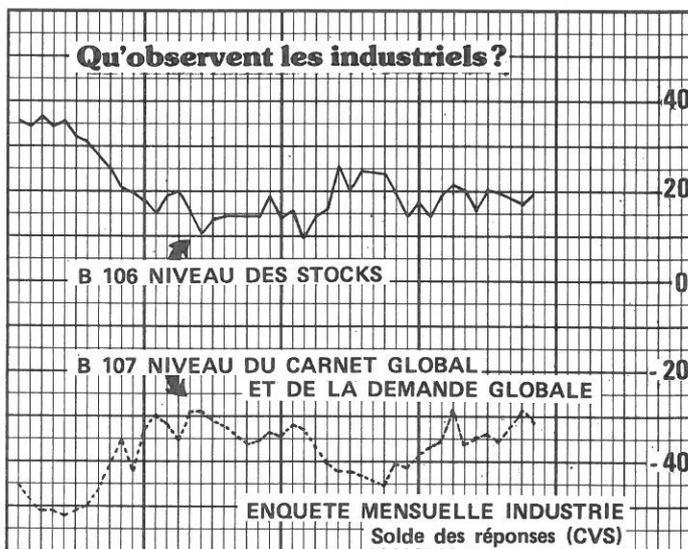
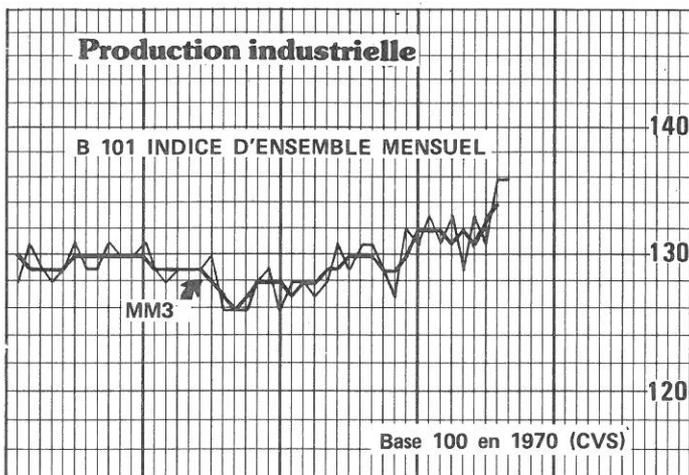
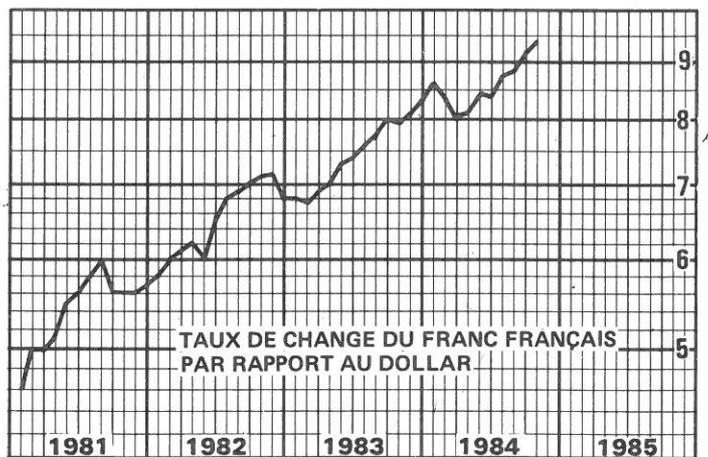
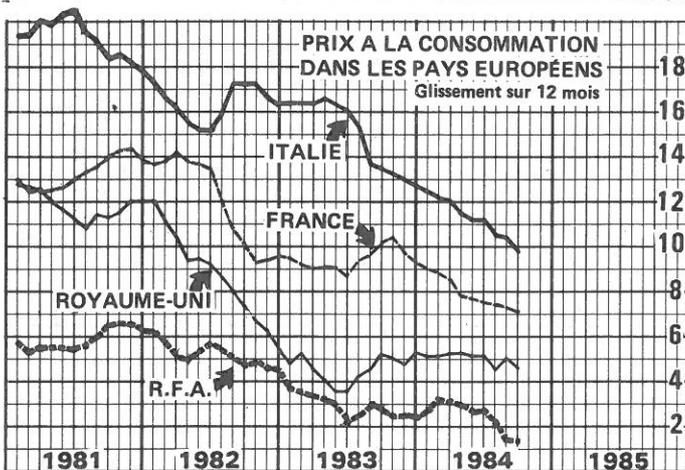
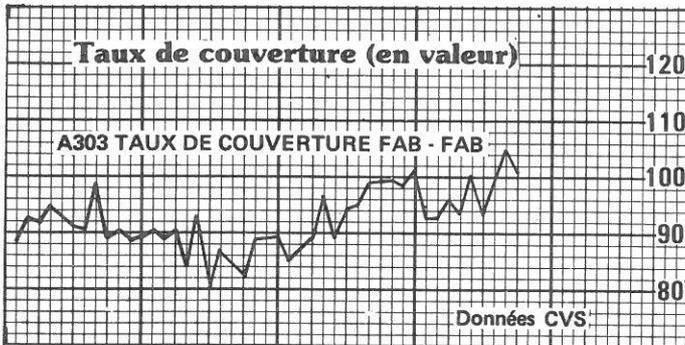
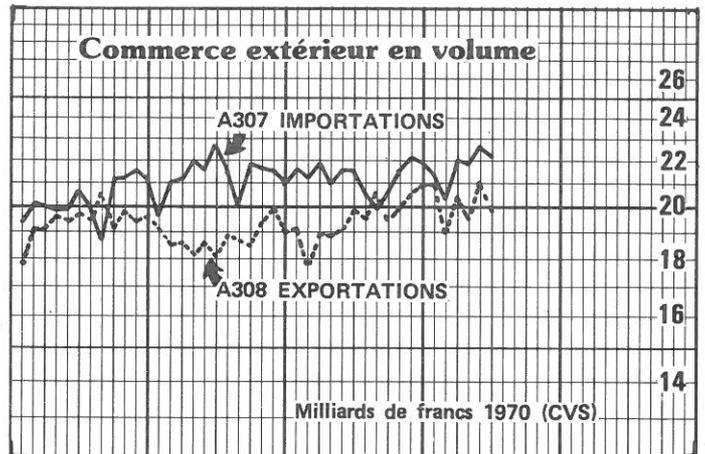
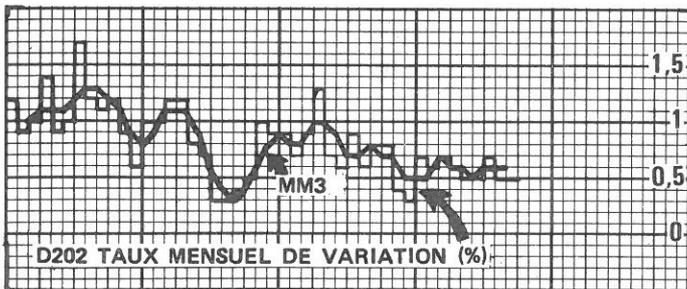
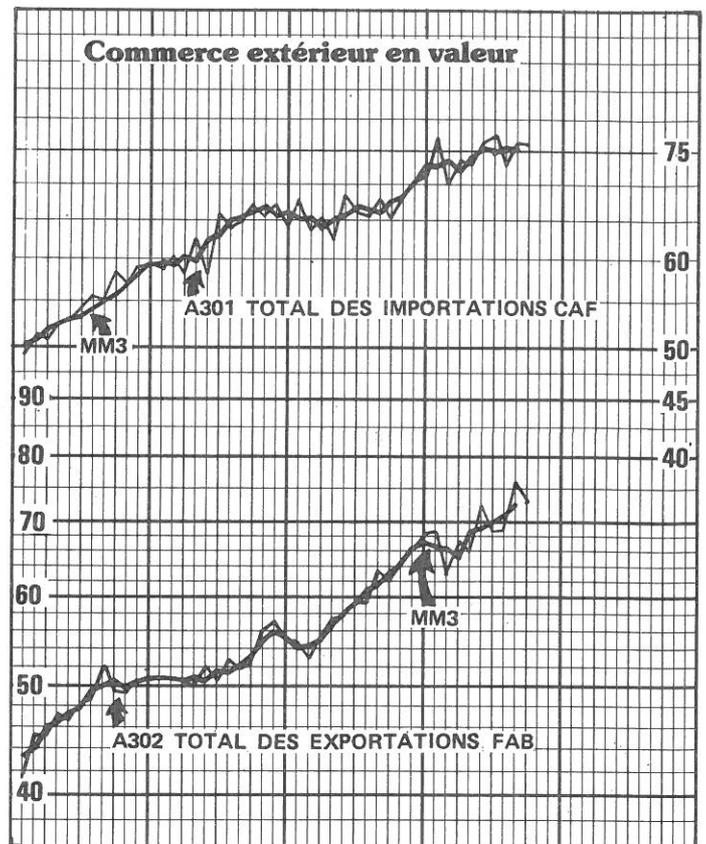
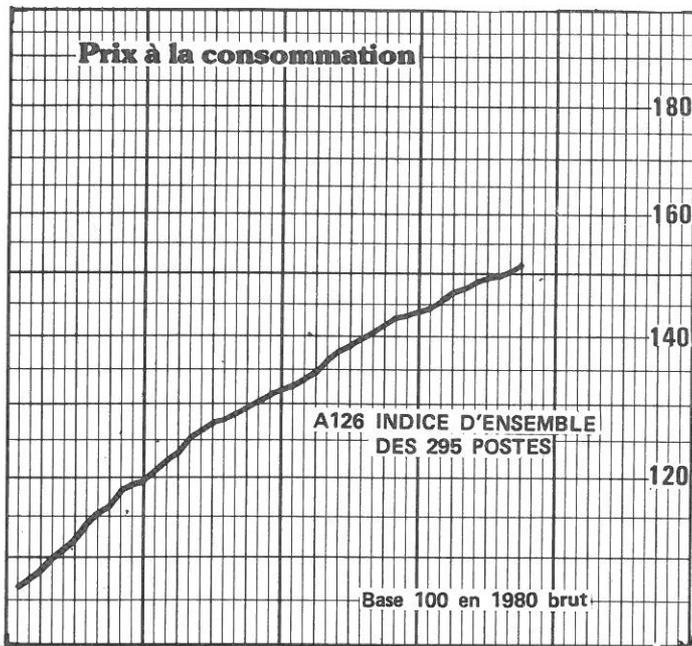


DANS CE NUMÉRO, UN POINT CONJONCTUREL DÉTAILLÉ - VOIR PAGE 3





L'objet de ce point conjoncturel est de préciser, à la lumière des informations nouvelles, dans quel sens doivent être éventuellement revues les conclusions pour 1984 de la note de synthèse conjoncturelle rendue publique par l'INSEE début juillet.

Rappelons que, pour l'essentiel, celle-ci prévoyait pour l'année 1984 une croissance lente (+ 1,4 % pour le PIB marchand), et la poursuite des évolutions amorcées au début 1983 : réduction du déficit commercial (à - 25 milliards pour l'année) associée à la progression de la demande étrangère, redressement des résultats des entreprises, ralentissement de l'inflation (hausse en glissement de l'indice des prix de détail de l'ordre de 6,5 %). Par ailleurs, on annonçait un redémarrage de l'investissement industriel et une stagnation de la consommation, une nouvelle baisse du taux d'épargne venant compenser la réduction du pouvoir d'achat du revenu disponible brut des ménages. La croissance prévue de l'activité restait insuffisante pour freiner la progression du chômage (les demandes d'emploi devant atteindre près de 2.500.000 personnes en fin d'année). L'été et la rentrée ont apporté une moisson d'informations supplémentaires : comptes nationaux trimestriels détaillés pour le premier semestre 1984, évolution des économies de nos partenaires étrangers, enquêtes et informations conjoncturelles permettant d'appréhender les perspectives à court terme des principaux agents intérieurs au cours de l'automne. Il est désormais possible d'effectuer un réexamen des grandes tendances perçues en juillet, sans pour autant se livrer à un chiffrage plus complet qui sera fourni, en même temps que les prévisions pour le premier semestre 1985, dans la prochaine note de synthèse conjoncturelle de l'INSEE à la mi-décembre.

I - L'ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL ET LE COMMERCE EXTERIEUR

1. C'est évidemment l'ascension du dollar au cours de l'été qui a constitué le changement le plus spectaculaire par rapport à l'hypothèse retenue début juillet d'un cours moyen de 8,15 francs au second semestre 1984 (voir graphique ci-contre). Si l'on retient désormais l'hypothèse d'un cours moyen de 9,10 F au deuxième semestre 1984, le cours moyen au second semestre serait de 12 % supérieur à celui retenu en juillet. Une telle hausse conduit à réviser les prévisions de hausses de prix alors retenues de près de 4 dixièmes de point sur le second semestre. Malgré la hausse du dollar l'augmentation des prix est moins forte qu'il n'était prévu chez nos principaux partenaires européens ; ainsi l'écart d'inflation entre eux et nous a cessé de décroître ce qui ne saurait être sans conséquences sur notre compétitivité (voir graphique ci-contre).

2. Dans le même temps, le sentiment que l'on a de l'environnement international s'est précisé. En ce qui concerne les Etats-Unis on voit mieux maintenant, avec la séquence + 10,1 %, + 7,1 % et + 2,7 % pour les taux en croissance du PIB en rythme annuel au cours des trois premiers trimestres que, s'il n'est pas sans doute cassé, le ressort de la croissance est certainement moins tendu. Inversement, les difficultés sociales qui s'étaient faites jour au printemps chez certains de nos partenaires européens (et dont on peut mieux aujourd'hui apprécier les effets négatifs sur l'activité), qu'elles soient, depuis, résolues (Allemagne) ou non (Angleterre), semblent maintenant moins peser qu'on ne l'avait craint sur la poursuite de la reprise dans ces pays ; un effet de rattrapage permet de compenser en partie les pertes de production. Par ailleurs, l'évolution de la situation des Pays en Développement - et notamment des clients traditionnels de la France - apparaît maintenant moins déprimée. Au total, la demande mondiale adressée à la France devrait être plus soutenue au second semestre 1984 (près de + 3 % pour les produits manufacturés, au lieu de + 2 % prévus en juillet) et progresser ainsi d'environ 5 % (en moyenne annuelle) en 1984.

3. Aussi nos exportations sont-elles, comme cela était attendu, actives. Le niveau de leur composante manufacturière est élevé en valeur ; mais, en volume, il est vraisemblable qu'il n'y a guère eu progression depuis le début de l'année ; d'autre part, nos performances seraient plutôt moins bonnes que celles de nos proches concurrents, mieux à même, semble-t-il de modérer leurs prix et donc de tirer directement parti de la reprise du commerce international. Sur l'ensemble de nos exportations en valeur, les mouvements les plus apparents sont actuellement largement déterminés par les fluctuations des exportations agro-alimentaires. A cet égard le troisième trimestre a connu des livraisons plus importantes qu'il n'avait été estimé. Celles-ci pourraient se prolonger au quatrième trimestre compte tenu d'une récolte céréalière tout-à-fait exceptionnelle.

4. Les importations de produits manufacturés sont plus régulières et plus modérées qu'on ne l'attendait. Aussi le mouvement des importations totales en valeur reflète-t-il les aléas des importations énergétiques (elles mêmes conséquences plus ou moins directes des modifications de la réglementation des stocks de réserve) : plus faibles que prévu au troisième trimestre, celles-ci devraient connaître un rattrapage au quatrième, à un moment où la hausse du dollar augmente le prix en francs des produits pétroliers (il est encore difficile de juger si le prix en dollar du baril est appelé à baisser rapidement).

Au total, l'ordre de grandeur du solde commercial en 1984 aujourd'hui prévisible (autour de - 25 milliards en FAB-FAB) est très proche du résultat que l'on escomptait en juillet. Compte tenu de la hausse du dollar, ce résultat est meilleur qu'il n'était attendu. Cette amélioration est cependant largement due aux évolutions des postes agro-alimentaires et énergétiques, qu'il est peut être hasardeux d'extrapoler.

II - LA PRODUCTION ET L'ACTIVITE DES ENTREPRISES INDUSTRIELLES

1. L'ensemble des informations actuellement disponibles montrent que l'activité des entreprises industrielles a été très soutenue au premier trimestre, et s'est repliée au deuxième ; et par delà les fluctuations saisonnières, elle a nettement repris au troisième trimestre. Le maintien à l'automne des appréciations plus favorables portées depuis l'été par les chefs d'entreprises sur la demande étrangère (notamment dans le secteur des biens d'équipement professionnel) et sur leurs perspectives personnelles de production laisse penser que la progression de la production industrielle devrait se poursuivre au quatrième trimestre. Le secteur des biens de consommation rejoindrait ceux des biens intermédiaires et des biens d'équipement sur leur actuel sentier de croissance modérée, tandis que la production automobile se redresserait à partir d'une situation, il est vrai, très médiocre. Au total, la production industrielle connaîtrait cette année une croissance de l'ordre de 2 % (en glissement sur l'année), un peu plus forte que celle envisagée en juillet.

2. Corrélativement, et comme on s'y attendait, de nombreux indices laissent à penser que les résultats des entreprises industrielles continuent à s'améliorer. Jusqu'ici la hausse des prix des consommations intermédiaires en produits importés, liée à celle du dollar, a pu en effet être compensée par les gains de productivité résultant de la croissance de la production et de la poursuite de la baisse des effectifs. En outre,

on a observé une modération sans précédent de la croissance des salaires. Enfin, les entreprises exportatrices tirent profit de termes de l'échange plus favorables. Cette amélioration de la situation des entreprises industrielles contribue à expliquer celle de leurs perspectives générales. Elle incite à ne pas remettre en cause le diagnostic fait en juillet sur la remontée de l'investissement dans l'industrie concurrentielle, que conforte l'enquête sur le commerce de gros portant sur les mois de juillet et août. Tout au plus doit-on noter que cette reprise de l'investissement ne semble pas connaître dans la première moitié de l'année l'ampleur de celles que l'on constate chez nos principaux partenaires étrangers ; et convient-il de rappeler d'une part qu'elle concerne, pour l'instant, les investissements en biens d'équipement plutôt qu'en bâtiment ou en matériel de transport, et d'autre part qu'elle touche sans doute moins les petites entreprises.

III - LA CONSOMMATION ET LA SITUATION DES MENAGES

1. Le diagnostic fait en juillet d'une stabilisation depuis le début de l'année de la consommation globale des ménages n'est pas remis en cause, bien que ce constat d'ensemble recouvre des évolutions par grands postes contrastées, du moins au trimestre le trimestre. Ainsi la reprise de la consommation en textile habillement est-elle nette au troisième trimestre (mais peut être ne s'agit-il que d'une avance dans les achats d'hiver provoquée par le mauvais temps de septembre), tandis que la baisse de la consommation de biens durables ménagers (électroménager, ameublement, radio-hifi) est, au cours du même trimestre, toujours marquée. Après une forte baisse au début de l'année, les achats de véhicules automobiles semblent s'être stabilisés ; le quatrième trimestre pourrait même connaître une remontée de ceux-ci si les consommateurs se montrent sensibles aux nouveaux modèles qui leurs sont proposés.

2. Comme cela avait été noté en juillet, l'atonie de la consommation en France est à mettre en rapport avec l'évolution défavorable, pour la seconde année consécutive, du pouvoir d'achat du revenu disponible brut des ménages. Même si la baisse actuellement retenue pour le premier semestre (- 0,2 %) est légèrement moindre que l'estimation faite en juillet, on ne voit guère que le pouvoir d'achat puisse progresser sensiblement au second semestre : le maintien approximatif du pouvoir d'achat du salaire par tête et la croissance ralentie des prestations sociales ne compensent pas la baisse des effectifs (même si celle-ci est peut être un peu moins marquée qu'il n'était prévu en juillet, notamment dans les services) et la médiocrité persistante des revenus des entrepreneurs individuels. C'est donc encore la baisse du taux d'épargne qui permet à la consommation de se maintenir - au détriment des achats de logements par les ménages : le nombre de logements mis en chantier en 1984 devrait baisser de près de 10 % par rapport à 1983.

* * *

Les conclusions présentées dans la note de juillet ne sont pas sensiblement remises en cause par les informations parvenues depuis. A certains égards, la situation économique jusqu'à la fin de l'année 1984 apparaît un peu meilleure : la production est certainement plus soutenue, les résultats du commerce extérieur ne sont pas affectés comme la hausse du dollar pouvait le faire craindre et la balance des paiements courants évolue plus favorablement qu'on ne l'avait escompté. Peut être l'aggravation du chômage d'ici la fin de l'année pourrait-elle être moins marquée que prévue. En revanche si la décelération des prix se poursuit, la hausse du dollar et de certains tarifs publics fait qu'il semble peu probable désormais de descendre dès cette année significativement au dessous de 7 % (glissement décembre/décembre). Il est enfin difficile d'évaluer toutes les conséquences de la hausse du dollar, dont certaines peuvent ne se faire sentir qu'avec des décalages sensibles.

Rédaction achevée le 31 Octobre 1984